



Renforcement des filières laitières africaines : l'appui attendu de la coopération publique-privée

Par Agriculteurs français et développement international (Afdi),
la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM)
avec la collaboration de **Jean-Daniel Césaro** et **Christian Corniaux**
(chercheurs au **CIRAD**)



INTRODUCTION

Avec une population qui doublera d'ici 2050, la demande en produits laitiers en Afrique connaît une hausse significative. Cependant, si la production locale n'augmente pas au même rythme, l'importation de poudre de lait deviendra la seule alternative, mettant en péril l'autonomie alimentaire, les filières de production locales et les dynamiques socioéconomiques sur les territoires.

Des défis de taille se posent aujourd'hui au secteur du lait en Afrique et exigent une coopération renforcée entre les acteurs des filières en Afrique et en Europe.

Alors que la France accueillait en octobre 2024 le Sommet mondial du lait de la Fédération

Internationale du Lait (FIL), Agriculteurs français et développement international (Afdi) et la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM) ont organisé une conférence sur l'avenir des systèmes laitiers en Afrique à la Maison du lait à Paris, en collaboration avec le Centre national interprofessionnel de l'économie laitière (CNIEL) et FranceAgrimer.

L'évènement a rassemblé des chercheurs, des producteurs, des transformateurs, des ONG d'Afrique de l'Ouest et de Madagascar ainsi que des entreprises françaises et des acteurs de la coopération français et européens.

Les intervenants ont insisté sur la nécessité de renforcer la coopération entre les acteurs africains et européens en vue de promouvoir un développement plus inclusif et durable.

DÉVELOPPER LES INFRASTRUCTURES DE COLLECTE ET DE TRANSFORMATION

En Afrique de l'Ouest et à Madagascar, environ 80 % du lait produit provient de producteurs familiaux dans des systèmes pastoraux ou semi-pastoraux, qui se heurtent à des obstacles logistiques majeurs. Les zones de production sont souvent éloignées des centres de consommation urbains, ce qui pose des difficultés de collecte, de transport et de conservation du lait.

L'important déficit d'infrastructures adaptées pour la collecte et la transformation du lait est l'un des principaux obstacles au développement de la filière en Afrique de l'Ouest.

Le potentiel de production laitière dans cette région est sous-exploité, **seulement 20 % des laiteries installées en Afrique de l'Ouest s'approvisionnaient en lait local**

en 2020, avec de fortes différences d'un pays à l'autre. Les éleveurs locaux manquent de moyens pour conserver le lait, stocker et transformer ce produit de façon adaptée.

Les intervenants ont évoqué la possibilité de construire des mini-laiteries dans les régions de production pour permettre aux éleveurs locaux de transformer leur lait en produits comme le yaourt ou le fromage, augmentant ainsi leur revenu tout en créant des emplois locaux, à condition que le marché et la demande soit au rendez-vous, ce qui milite pour une meilleure information des consommateurs (voir infra).

Pour maximiser le potentiel de production locale, **des investissements substantiels sont donc nécessaires dans les infrastructures de transformation et de transport.**



Actuellement, le manque d'équipements modernes comme les refroidisseurs et les tanks à lait entrave la conservation adéquate du lait, entraînant des pertes importantes. La chaîne du froid est particulièrement cruciale, mais souvent absente dans les zones rurales en raison du manque d'accès à une électricité fiable.

Des solutions innovantes et adaptées aux contextes locaux, **telles que l'énergie solaire**, pourraient améliorer cette situation.

Cela permettrait de réduire les pertes après la collecte et d'améliorer la qualité du lait tout au long de la chaîne de valeur. Les acteurs français et européens pourraient soutenir le développement d'infrastructures modernes et la formation des producteurs pour la collecte et la transformation du lait en Afrique de l'Ouest, notamment par le biais de partenariats public-privé.

METTRE FIN À LA DOUBLE PEINE DES PRODUITS LAITIERS LOCAUX :

> PLUS CHERS ET MOINS BIEN VALORISÉS QUE LES PRODUITS IMPORTÉS

La question de l'accès au marché est **centrale** pour les producteurs de lait locaux et pour les laiteries.

Bien que la demande de produits laitiers soit en augmentation, notamment dans les villes, **les producteurs locaux ont souvent du mal à atteindre ces marchés en raison des infrastructures insuffisantes et des coûts de transport élevés.**

Ils sont aussi soumis à une concurrence intense des produits laitiers importés, souvent moins chers grâce à l'utilisation de mélanges de poudres lactées réengraissées avec des matières grasses végétales (MGV).

Ces produits, fabriqués à moindre coût, sont vendus à des prix plus bas que le lait local et bénéficient d'une meilleure visibilité et distribution sur les marchés urbains africains.

Dans ces conditions, il est difficile pour les producteurs africains de rivaliser, leur compétitivité est limitée et les investissements dans la filière s'en trouvent découragés.

En plus de la pression économique qu'ils exercent sur les producteurs de lait local, ces mélanges composés d'huile de palme et de poudre maigre de lait sont fortement critiqués pour leur impact négatif sur l'environnement, en raison de la déforestation liée à l'utilisation d'huile de palme.

Pour renforcer la compétitivité des chaînes de valeur et des produits locaux, il est donc essentiel, selon les participants à la conférence, d'améliorer la transparence et la traçabilité des produits locaux face à la compétition de poudre importée.

En effet, les consommateurs sont insuffisamment renseignés quant à la composition et à l'origine des produits qu'ils consomment.

Les campagnes de plaidoyer comme "mon lait est local"¹ montrent l'importance de sensibiliser les consommateurs et les décideurs aux défis des petits producteurs et des femmes, et d'inciter au développement de structures de soutien.

Cela passe notamment par des campagnes éducatives mettant en avant la fraîcheur, les bienfaits nutritionnels et l'impact environnemental positif du lait local comparé aux produits importés.

Les participants ont proposé la mise en place de systèmes de traçabilité plus stricts pour les produits laitiers. Cela inclurait la création d'un label de qualité et d'un étiquetage clair indiquant si le produit contient du lait local ou des matières grasses végétales.

Il serait également essentiel de développer des partenariats avec les détaillants, afin de renforcer la confiance des consommateurs et d'améliorer la visibilité des produits.

En valorisant les traditions et les producteurs locaux, tout en impliquant des leaders d'opinion, **cette démarche pourrait stimuler une demande croissante pour des produits laitiers durables et équitables, profitables à l'économie régionale.**

¹ "Mon lait est local" est une campagne régionale de défense et de promotion du lait local, lancée en 2018 par une large coalition composée de plus de 55 organisations comprenant des organisations paysannes d'éleveurs et d'agriculteurs, de consommateurs, de chercheurs, d'ONG, de mini-laiteries et d'industriels locaux.



PROMOUVOIR LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES

> ET ENCOURAGER LES CO-INVESTISSEMENTS DANS LES FILIÈRES

La Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) a été identifiée comme un levier crucial pour promouvoir une filière laitière durable en Afrique.

De plus en plus d'entreprises internationales présentes en Afrique s'engagent à soutenir la production locale de lait et à réduire l'impact environnemental de leurs activités.

Ces entreprises reconnaissent la nécessité d'intégrer des pratiques plus durables dans leur chaîne d'approvisionnement.

L'un des aspects clés de la RSE dans le secteur laitier est l'engagement à adopter des pratiques durables, telles que l'approvisionnement en huile de palme certifiée RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil) pour contribuer à réduire la déforestation importée et à investir dans la traçabilité des produits pour

garantir l'information des consommateurs. Les participants ont toutefois souligné que bien que des progrès aient été réalisés, ces initiatives restent encore insuffisantes pour véritablement transformer le secteur. Il est nécessaire d'aller plus loin en renforçant les engagements des entreprises en matière de RSE.

RENFORCER LE SOUTIEN PUBLIC AU SECTEUR DE L'ÉLEVAGE

ET PENSER UNE ACTION PUBLIQUE COHÉRENTE AU NIVEAU RÉGIONAL <

A lors que l'ensemble de l'agriculture en Afrique est faiblement soutenu, **l'élevage est souvent considéré comme un secteur secondaire par rapport à l'agriculture.**

Il est pourtant capital de soutenir les initiatives prises par les gouvernements favorisant une meilleure prise en compte de l'élevage et du secteur laitier dans l'économie agricole (valorisation des résidus, fumiers, pratiques agroécologiques, etc.), comme c'est le cas à Madagascar avec le "Livestock Master Plan".

SOUTENIR LE RÔLE DES FEMMES, DES COOPÉRATIVES ET DES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS

> POUR UN DÉVELOPPEMENT ÉQUITABLE ET DURABLE DES FILIÈRES LAITIÈRES

Les femmes jouent un rôle central dans la filière laitière en Afrique, en particulier dans la transformation. Elles sont souvent responsables de la production de fromages, de yaourts et d'autres produits à base de lait.

Leur travail est essentiel non seulement pour la subsistance de leurs familles, mais aussi pour la préservation des savoir-faire locaux et la production de produits laitiers de qualité, comme le fromage Wagashi au Bénin.

Cependant, elles ont un accès limité aux marchés urbains et restent marginalisées dans la prise de décision et l'accès aux ressources, y compris les financements et les infrastructures. Un des défis majeurs soulevés lors de la table ronde

est la faible reconnaissance institutionnelle du rôle des femmes dans la filière laitière et la nécessité de renforcer leur autonomisation et leur poids dans les processus de décisions.

Résoudre ce défi passera par une meilleure prise en compte des besoins spécifiques des femmes (formation, financements, etc.). **Des initiatives de microcrédit ont été mentionnées comme des outils potentiels pour aider les femmes à développer leurs activités de transformation du lait.**

Les participants ont mis en avant l'importance de renforcer les organisations de producteurs et notamment les coopératives qui jouent un rôle déterminant dans la structuration et la modernisation de la filière laitière.

Dans un secteur où la fragmentation des acteurs et le manque d'organisation sont des obstacles majeurs, **les coopératives offrent une solution collective aux défis individuels rencontrés par les producteurs.**

Les coopératives locales facilitent également l'accès à des équipements de transformation modernes, tels que des tanks à lait, des réfrigérateurs et des unités de pasteurisation, qui améliorent la qualité du lait et permettent aux producteurs d'accéder à des marchés plus rémunérateurs.

Ces organisations jouent aussi un rôle essentiel dans la sensibilisation des consommateurs, notamment en intégrant le lait local dans les cantines scolaires.

Elles peuvent également servir d'intermédiaires pour l'accès à des financements et la mise en œuvre de programmes de formation technique, permettant ainsi aux producteurs d'améliorer leur productivité et leur rentabilité.

Il a enfin été jugé primordial de **relier les organisations dans les pays africains avec leurs équivalents en France et en Europe** pour développer des partages d'expériences, de bonnes pratiques et d'innovation face aux défis posés par le changement climatique.

RENFORCER LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

ET L'ÉLABORATION DE POLITIQUES COHÉRENTES

La coopération internationale entre les acteurs des filières d'élevage laitier d'Afrique de l'Ouest, de France et de l'UE est cruciale pour permettre un développement durable des filières laitières ouest-africaines.

Les intervenants des tables rondes ont insisté sur la nécessité de renforcer les partenariats de recherche et de formation entre institutions africaines et européennes, d'harmoniser les politiques commerciales pour équilibrer importations et production locale, de soutenir les investissements dans les infrastructures de collecte et de transformation du lait local, de promouvoir le transfert de technologies et l'amélioration génétique du cheptel pour faire face aux pressions exercées par le changement climatique et la désertification, et, enfin, de développer des programmes conjoints de promotion de la consommation de lait local.

Ces actions coordonnées permettraient d'accroître la production locale, de créer des emplois et d'améliorer la sécurité alimentaire, tout en conciliant les intérêts des producteurs européens et africains.

SYNTHÈSE DES RECOMMANDATIONS

> SOUTENIR LA PRODUCTION LOCALE ET RENFORCER LES POLITIQUES COMMERCIALES ET AGRICOLES EUROPÉENNES

Nous recommandons l'adoption de politiques agricoles et commerciales européennes qui participent à mieux réguler les échanges de produits laitiers pour protéger les marchés locaux africains.

Ces mesures doivent être appuyées par **des campagnes de sensibilisation menées par les politiques publiques des pays africains** visant à informer les consommateurs sur les avantages nutritionnels, environnementaux et socioéconomiques des produits locaux.

Il est également crucial de **promouvoir des partenariats équitables entre coopératives agricoles africaines et européennes**, favorisant un codéveloppement basé sur la réciprocité, tout en prenant en compte les spécificités sociales et environnementales des régions africaines.

Pour aller plus loin :

[L'élevage durable, levier potentiel du partenariat entre l'UE et l'Afrique du Nord](#) (Fondation FARM)

[Importations des mélanges de poudres de lait enrichies en graisses végétales en Afrique de l'Ouest et pistes pour renforcer la durabilité du système laitier international](#) (Afdi)

[L'essor du commerce des poudres lactées MGVT en Afrique de l'Ouest](#) (CIRAD)

< FAVORISER DES INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES DANS LES FILIÈRES LAIT EN AFRIQUE À TRAVERS LA RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES

Nous appelons les entreprises françaises et européennes à renforcer leurs investissements stratégiques en Afrique, notamment à travers des partenariats public-privé (PPP), pour moderniser les infrastructures locales (transport, transformation, solutions énergétiques durables).

Ces efforts doivent s'accompagner d'un **renforcement de leurs engagements en matière de Responsabilité Sociétale et Environnementale (RSE)**, via des pratiques d'approvisionnement responsables, la transparence et la traçabilité.

De tels engagements renforceront la **compétitivité** des producteurs locaux, soutiendront **l'inclusion des femmes transformatrices** et encourageront un **développement durable et inclusif** du secteur laitier